

# Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

## BILAN

# Les leçons de la présidentielle



- Les nouveaux rapports de force sur la scène politique;
- Elecram et le Conseil constitutionnel sur le gril ;
- Le vote massif de l'abstention ;
- L'influence des réseaux sociaux ;
- Décryptage du sémio-politiste Gérard-Marie Messina et réactions de la classe politique ;
- Proclamation des résultats ce jour. **Pages 3,7-13**



Page | Marche de Douala

5 | **Une dizaine de personnes arrêtées**



Page | Après-drame

4 | **La chapelle de Minkan rebaptisée**



**PMUC.COM**

**BANKO**

**50 MILLIONS**

**VENDREDI 26 OCTOBRE**

**SOYEZ PRÊTS**

**À GAGNER !**

# Ode à ma mère restée à Eséka

Par Geneviève Ngosso - Kouo

T'es - tu Ce matin levée Aux aurores Comme à ton habitude ? Car je sais Et tu l'as toujours dit Que Tu aimes devancer l'aurore Mais qu'as-tu fait maman ? Oui finalement Qu'as-tu fait ? L'as-tu fait ? Et Où es - tu ? Le train de Yaoundé depuis longtemps Est arrivé Il me semble Mais toi Où es-tu ? Qu'as tu fait, maman ? Où es - tu descendue ? Dis-moi ? Où où ? As - tu oublié Que je t'attends ? Oui Maman Je t'attends Tu le sais Comme toujours Avant l'heure Je suis arrivée Arrivée à la gare La gare de Bessengué Malgré les embouteillages Tu me connais Tu sais que Pour toi Moi aussi Je devance le temps Pour être présente	Présente à toi A ton arrivée Car pourquoi Oui comment Oserai - je Te faire attendre ? Toi Ma mère ? Tu sais que je t'ai juré Oui Juré Promis Que chaque fois Oui chaque fois Que je viendrai T'attendre Très tôt j'arriverai Pour devancer l'heure L'heure d'arrivée du train De ton train à toi Maman Même s'il arrivait Même s'il devait arriver Bien plus tard que prévu Où bien plus tard Sans que personne Oui je dis bien Personne Ne se préoccupe De me dire Oh non, de dire A tous ceux qui Comme moi Attendent aussi Les leurs Que le train Qui pour moi Est ton train S'en est allé Vers la gare D'un autre ailleurs Mais	De toute manière Et Quoi qu'il en soit Moi Ta fille Je reste là Oui, Je resterai là A scruter l'horizon A épier Tous les sifflements Les sifflements De Ton train Parti de Yaoundé Pour Douala En passant par Eséka Mais De guerre lasse La tête vide Les yeux hagards Les jambes flageolantes Les yeux embués De larmes Larmes sèches La gorge nouée Et Des coliques Plein le ventre Je me surprends A m'endormir Là Sur la banquette Où je dors Au point même De rêver Mais Un rêve éveillé Me croyant M'imaginant Dans mon lit Mon confortable lit	Et non sur cette banquette Si dure Que j'en sors Toute courbaturée Là A la gare La gare de Bessengué Bessengué A Douala C'est bien là Que je t'attends Maman Ma mère chérie Toi qui m'as donné la vie Tu le sais Que je suis là Que je t'attends Depuis vendredi Maman Depuis Un Deux Trois jours Peut-être même plus Je n'ai plus conscience Conscience de rien Et toi Tu n'arrives Toujours pas Dois - je Pour autant M'inquiéter ? Dois - je Pour autant Paniculer ? Où Me décourager ? Et Rentrer à la maison ? Sans espoir aucun De te voir arriver ? De te revoir ?	Non Parce que je sais Iyo, Que tu m'aurais dit De persévérer Alors Je t'attends Je sais que tu viendras Deux jours déjà Que je suis là Deux jours ? Où trois ? Où même plus ? Je ne sais plus Je te l'ai déjà dit Que Ma mémoire Soudain Défaillance Alors en sursaut Je me réveille Non Je suis réveillée Par ce vigile Qui soudain Violamment M'apostrophe Qui me dit D'aller Cuver mon vin Ailleurs Que Sur cette banquette Cette banquette des plus dures De la salle des pas perdus De cette gare La gare de Bessengué A Douala Non je n'ai pas bu Mon frère Mais subitement	Toujours avec violence Ce frère me traite De fou, De délinquant De subversif Me disant Ah Mouf mi dè Moi Je le regarde Je ne bronche pas Je lui dis J'attends ma mère Mon frère Elle arrive par le train Le train de Yaoundé Qui passe par Eséka Vous savez Eséka A soixante kilomètres De Yaoundé Yaoundé la capitale Elle est partie la - bès Toucher sa retraite Pour la ènième fois Et Pour la ènième fois Son dossier Où son dossier De nouveau Est resté introuvable Lui a-t-on dit Quel manque d'égards D'empathie Quelle tristesse Quelle lassitude Soudaine Pour toi Iyo Pour toi maman Qui a travaillé Toute ta vie	Et qui attends Sans savoir Quand ton dossier Aboutira Alors subitement Me vient De nouveau Cette question Elle Me taraude As-tu maman Ce jour - là Bien devancé l'aurore ? Où t'a-t-on Finalement Eue à l'usure Au point que Tu te sois Plutôt endormie Sans force aucune Tout d'un coup Oui Sans force aucune Pour sacrifier à ton rituel Celui De devancer l'aurore ? Je t'imagines Toujours Sans force aucune Tel un zombi Montant dans ce train Toujours Comme un zombi Te dirigeant dans cette loco Cette loco Branlante Cette loco Folle Cette loco Mangeuse D'hommes De femmes	D'enfants Qui n'était pas Assurément pas Celle Qui t'était destinée Je te vois Allant y rencontrer Les ravins D'Eséka Et non la gare La gare de Bessengué Bessengué à Douala Oui Je te vois Tel un zombi Le Zombi Que tu étais devenue Ne laissant aucune chance Vraiment Aucune A ces braves populations D'Eséka Malgré Toute leur empathie Et Toutes Leurs tentatives De te sauver Mais moi Maman Je reste là Parce que je t'attends A la gare La gare de Bessengué Comme d'habitude Bessengué à Douala ! Où es-tu ? MAMAAAAAAN !
---	--	--	--	--	--	--	--

Connexion Mutations

Connectez-vous et retrouvez tous les services sur tous vos appareils

Un compte Mutations est requis pour utiliser ce service

Se connecter

Créer un compte

Télécharge MUTATIONS sur Google play

La solution mobile Mutations. Déjà disponible.

# La ruse en sursis

 Par Georges Alain Boyomo

« La pièce est jouée ! », « acta est fabula ! ». Tel est le titre qui barrait la Une de votre quotidien vendredi dernier. L'histoire nous apprend que cette locution latine annonçait, dans les théâtres romains antiques, la fin de la représentation et le moment pour le public de se retirer. Après la trépidante phase du contentieux post électoral et l'audience de proclamation des résultats de l'élection présidentielle ce jour par le Conseil constitutionnel, la pièce sera définitivement jouée, du moins toutes les séquences prévues par le législateur camerounais. Nous ne dirons pas comme Rabelais que « la farce est jouée » parce que le dénouement de cette présidentielle était certes connu à l'avance, à cause de la machinerie politico-juridico-clientéliste autour du président sortant. En effet, les principaux adversaires de Paul Biya s'y sont mis à fond, cassant les codes, secouant les cocotiers, passant des messages clairs ou subliminaux et bougeant les lignes d'un système finalement vermoulu. Pour certains qui se voyaient déjà au sommet du Graal, snobant les réalités têtues de l'environnement électoral camerounais, la montagne a accouché d'une musaraigne. Mais pour d'autres observateurs, lucides et réalistes, la présidentielle du 7 octobre n'était qu'une étape, un virage à négocier vers le boulevard démocratique que les Camerounais appellent de leurs vœux. En ce sens, le scrutin sur lequel le rideau sera tiré ce jour a tenu ses promesses. Les Camerounais, dans leur majorité ont repris goût à la politique, et ont plus que par le passé conscience que la République c'est la chose commune et non l'affaire d'un groupuscule d'individus gloutons, arrogants et ivres de leurs privilèges. Le peuple camerounais a gagné en maturité et sait désormais faire la part des choses entre les émotions fugaces et entretenues et les questions qui engagent véritablement le devenir de la nation. Pas surprenant donc que beau-

coup de téléspectateurs aient choisi de regarder l'audience du contentieux post électoral au lieu du « match de gala » Malawi-Cameroun. Mais il ne suffira pas de dire que « rien ne sera plus comme avant » après cette élection. Il faudra que chaque citoyen, chaque parti politique, chaque institution œuvre pour que la vitalité démocratique qui fleurit dans des discours hypocrites se traduise dans les faits. Il faudra que toutes les personnes en âge de voter s'inscrivent massivement sur les listes électorales et votent le jour dit. Pour cela, il est important que tous les partis politiques concourent effectivement à l'expression des suffrages. Par ailleurs, le temps est venu de toiletter et moderniser notre code électoral, en y retirant tous les éléments conflictogènes. Ce n'est qu'ainsi qu'il peut favoriser l'acceptation des résultats. Il urge également de rendre nos institutions électorales, notamment Elections Cameroon (ElecCam) et le Conseil constitutionnel, plus consensuelles, et d'y nommer des Hommes, non pas sortis de la cuisse de Jupiter, mais moins marqués politiquement, moins carriéristes et, partant, moins vulnérables à la sujétion partisane. La tendance ambiante à ruser avec la loi et l'élégance républicaine fait encore, hélas, le lit de victoires aigres-douces. L'espoir est permis. Si la majorité silencieuse semble disposée à tolérer le triomphe entaché d'irrégularités de Paul Biya, sur la base d'un consensus improbable autour du paradigme du « vieux-qui-faut-laisser-au-pouvoir jusqu'à-ce-que-la-nature-elle-même-s'en-occupe, fort-de-ce-qu'une-figure-alternative-n'a-pas-encore-émergée-dans-son-camp-et-au-sein-de-l'opposition-qui-s'entredéchire », le peuple se montrera certainement plus regardant et exigeant lors des prochaines consultations électorales sur la qualité des hommes et femmes à qui il va confier son destin à la présidence de la République, au Parlement et dans les conseils municipaux.

**Mutations**  
QUOTIDIEN

Édité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

**Président du conseil d'administration**  
Protais Ayangma

**Directeur de publication a.i**  
Georges Alain Boyomo

**Administration, finances et ressources humaines**  
Marie Sidonie Boulounou

**Audit et contentieux**  
Adrien Bassang'na Bomba

**Rédacteur en chef**  
Georges Alain Boyomo

**Rédacteurs en chef adjoints a.i**  
Lucien Bodo (Actualité)  
Michel Ferdinand (Magazines)

**Responsable Digital**  
Pascal Dibamou

**Chroniqueurs**  
Jacques Eric Andjick  
Dubois Onana  
Richard Makon  
Jean-Claude Awono

**Caricaturiste**  
Robert Pougoué

**RUBRIQUES**

**Politique**  
Jean De Dieu Bidias

**Société**  
Paulette Ndong

**Economie**  
Lucien Bodo

**Education**  
Nadine Guepi

**Tech & Web**  
Marguerite Papan

**Culture**  
Marthe Ndiang

**Sports**  
Dimitri Mebenga

**Santé/Environnement**  
Adrienne Engono Moussang

**Rédaction**  
Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

**DESK LITTORAL ET SUD-OUEST**  
**Chef :** Michel Ferdinand  
**Adjoint :** Blaise Djouokep

**CORRESPONDANTS**  
**Grand Nord :** Jacques Kaldaoussa  
**Ouest/Nord-Ouest :** Robert Nkake  
**Est :** Sebastian Chi Elvido  
**Sud :** Guy-Roger Mvondo

**Edition/Infographie**  
Samuel Tcheudjo  
Valentin Essimi Tsanga

**Service Commercial et Marketing**  
**Chef :** Michael Brobst  
**Responsable Yaoundé :** Augustine Nokam

**Chargés de clientèle**  
Pulcherie Nsia, Philiace Tamko  
Lionel Akono, Grâce Olinga  
Suzanne Essono Nanga

**Service de la comptabilité**  
Jacques Barnabé Nthep  
Albert Mbende

**Service Production**  
Joël Anong  
Dieudonné Bitang

**Service Distribution**  
Etienne Temfack  
Hervé Ngomenda

**Impression**  
Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29  
Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>  
Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi  
Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

**Caric**

**PAUL BIYA ENCORE 7 ANS**



NE DURE PAS AU POUVOIR QUI PEUT, MAIS QUI VEUT.

Robt Pougoué 2018

## Drame de Minkan

# Mgr Jean Mbarga rebaptise la paroisse Sainte Marcelline

Les patronymes des deux victimes ont été ajoutés au cours d'une messe pontificale dite dimanche dernier dans cette localité par l'archevêque métropolitain de Yaoundé.



Par Jenner Onana (Stagiaire)

Elle s'appellera désormais la paroisse Sainte Marcelline Élisabeth et Apolline. « En plus de Sainte Marcelline, (ancienne appellation), nous allons emprunter les patronymes de Saintes Élisabeth et Apolline (deux dévotes de Marie emportées lors du drame) pour coller à [notre] paroisse et nous nous en souviendrons toujours ». Ainsi en a décidé l'archevêque métropolitain de Yaoundé. Mgr Jean Mbarga s'est rendu hier, 21 octobre à Minkan, une localité située dans l'arrondissement de Yaoundé IV. Il a célébré, au stade de football, une messe dominicale. En effet, le mercredi 17 octobre dernier, l'église de la paroisse Sainte Marcelline de Minkan s'est effondrée ; emportant deux dévotes de Marie, en pleine récitation du rosaire. Outre ces deux décès, a affirmé le président des affaires économiques, Claude Bekolo, « six blessés légers et un blessé grave, encore internés dans un hôpital de la place, ont été enregistrés. Les chiens de garde ont été tués et les véhicules détruits ».

Face à ce bilan macabre, Mgr Jean Mbarga a apporté des solutions. Pour ce qui est des blessés, les soins seront pris en charge par l'église. « Le sang versé des fidèles, a déclaré l'archevêque métropolitain de Yaoundé, est la semence de l'église ». Le peuple de Dieu de Minkan aura bientôt une nouvelle chapelle. « Nous allons édifier une salle pastorale paroissiale polyvalente pour recevoir dans un bref délai, après quoi, une étude approfondie sera faite. Ce n'est pas si



Jean Mbarga, imposant les mains.

souvent que les chrétiens meurent en pleine prière. Le seigneur veut rebâtir son temple ici et nous le ferons », a promis Jean Mbarga. Séance tenante, une somme de 492.075 Fcfa a été collectée. Outre le fait que les patronymes des défuntes soient empruntés à l'église, « nous allons leur organiser des obsèques dignes, selon le vœu de leur famille », a déclaré l'archevêque de Yaoundé. Avant de quitter Minkan, Monseigneur Jean Mbarga a imposé les mains aux survivants du drame présents à la messe le 21 octobre dernier.

## Carmelle Noumbissi

# Fidèle au Seigneur

Sortie du Centre de santé de Messamendongo où elle était internée il y a un jour, la rescapée est venue assister à la messe dominicale du 21 octobre dernier.



Par Jenner Onana (Stagiaire)

Elle revient de loin. Les yeux larmoyant, c'est à peine qu'elle parvient à s'exprimer. A ses côtés, sa mère ne laisse aucun inconnu s'approcher d'elle. Devant les supplications des reporters, elle tente péniblement de la convaincre de dire un mot. « Parle si tu peux, raconte ce qu'il s'est passé ce jour-là », supplie-t-elle. L'œil droit bandé, le bras enveloppé d'une couche de plâtre, Carmelle Noumbissi arbore un vêtement à manches courtes. Lesquelles laissent voir çà et là, de grosses tâches noires, où des briques de parpaings l'avaient touché. Le 17 octobre dernier, « autour de 16h30, nous étions en pleine prière lorsqu'un coup de tonnerre accompagné d'un grand vent a soufflé, et tout s'est écoulé sur nous », raconte la jeune fille qui a décidé de servir le seigneur comme membre du protocole à la paroisse de Minkan. Être encore en vie



pour cette élève de la classe de seconde allemand au lycée de Minkan, relève d'un miracle. « Nous sommes

## Nord-Ouest

La sœur cadette du chairman du Social Democratic Front (SDF), a été libérée dans la nuit de samedi à dimanche dernier par les séparatistes. « Nous ne maîtrisons pas les circonstances de sa libération », confie un habitant de Santa, localité située dans le Nord-Ouest. Enlevée le 17 octobre dernier, les sécessionnistes ont aussi brûlé la maison de cette figure de l'opposition à Baba II.

D'après les déclarations du candidat du SDF à l'élection présidentielle du 07 octobre dernier, Joshua Osih, devant les membres du Conseil constitutionnel ; le 18 octobre dernier Ni John Fru Ndi n'a pas respecté l'appel au boycott de l'élection présidentielle du 07 octobre lancé par les sécessionnistes.

parvenu(es) néanmoins à sortir des décombres et nous avons péniblement marché jusqu'à la maison. Je ne sais par quel miracle ». Probablement, la jeune fille de 18 ans ne s'était pas encore rendue compte de l'ampleur du choc. « Elle a une double fracture au niveau du bras, l'œil est ouvert au dessus et son corps est couvert des éraflures », détaille sa mère.

Originaire de l'Ouest Cameroun, la jeune fille a été, quatre jours durant, internée au Centre de santé de Messamendongo. « Nous sommes sorties de l'hôpital hier soir (20 octobre dernier, Ndlr) ». Hier 21 octobre, elle est venue assister à la messe dominicale dite par Mgr Jean Mbarga, en hommage aux victimes du drame survenu le 17 octobre dernier à la chapelle de Minkan. Pour la circonstance, elle était assistée de sa compagne d'infortune, Céline. Les deux jeunes filles ont juré rester fidèles au seigneur.

## Marche de Jean Michel Nintcheu

# Des dizaines de personnes interpellées à Douala

Hier 21 octobre, la sortie des policiers et des gendarmes a paralysé la vie au quartier rond-point Dakar.

 Par Blaise Djoukep

Les éléments des forces du maintien de l'ordre, composés de la gendarmerie nationale et de la police, ont pris d'assaut le rond-point Dakar aux premières heures de la matinée hier dimanche, 21 octobre. Sur place, on dénombre quatre camions « anti-émeute » de la police et de la gendarmerie, deux camions de police, au moins une demi-douzaine de véhicules de police. Sont également visibles, plusieurs commissaires de police, des dizaines de policiers et de gendarmes. Les uns sont en tenue, tandis que d'autres sont en civil. Un véhicule de type « Pick-up » du Bataillon d'intervention rapide (Bir), sillonne de temps à autre, le secteur pour dissuader les populations. Il est à peine 09h. Tout attroupement est dispersé. Aux environs de 11h, un homme arborant un T-Shirt noir sur lequel est écrit « 2018. Tout sauf Biya », discute avec deux commissaires de police. Quelques minutes plus tard, il est embarqué.

Une série d'interpellations s'en suivra au niveau des deux entrées dudit rond-point ; celle qui longe l'agence de micro-finance Comeci S.A et celle qui conduit vers la boulangerie Priscillia. Munis des gilets pare-balles, équipement de protection et armés, gendarmes et policiers vont assaillir le quartier par ces entrées et en ressortir avec des hommes qu'ils vont parquer à l'arrière leurs camions. Ils effectueront ainsi plusieurs tours pour conduire dans



La gendarmerie sur les lieux.

leurs unités, de nouveaux suspects. On peut noter que ces interpellations sont intervenues après l'arrivée du préfet du département du Wouri sur les lieux, vers 11h 45. Les hommes de médias identifiés sont interdits de faire toute prise de vue. Des journalistes (deux) tomberont entre les mains des flics.

Au rond-point Dakar, Jean Michel Nintcheu, député Social Democratic Front (SDF) de Wouri Est et président régional du « parti de

la balance », avait prévu lancer une marche qui devait s'achever au carrefour Ndokoti, pour « dénoncer les fraudes massives et honteuses ayant émaillé le scrutin du 07 octobre 2018 ». Une marche pourtant interdite par le sous-préfet de Douala IIIème. Reste que le député n'a pas été aperçu sur le terrain. Situé en face du commissariat du 14ème arrondissement, son domicile a été pris d'assaut par les éléments de la police et de la gendarmerie. Joint au téléphone, Jean Michel Nintcheu a déclaré avoir pris acte de l'interdiction de la marche et a dit être interdit de sortir de son domicile depuis 05h du matin. Des policiers y veillent au grain. Nos sources font état de ce que nombre de personnes happées ont été conduites dans les cellules de la Division régionale de la police judiciaire du Littoral, où elles attendent d'être fixées sur leur sort. Pour leur part, les deux hommes de médias interpellés à savoir Josiane Kouagheu (Reuters et Le Monde Afrique) et Le Prince Fogue (quotidien Le Messenger) ; ont été remis en liberté au moment où nous mettions sous presse.

## Accident ferroviaire d'Eséka

# Les orphelins du drame reçoivent des dons de Camrail

 Par Josiane Afom

Deux ans après la catastrophe ferroviaire d'Eséka qui avait fait 79 morts et plus de 500 blessés, les souvenirs restent vivaces et les familles des victimes continuent d'être affectées. C'est le cas de la famille de Elhadj Baba Ousmane, père de deux enfants, qui avait perdu son épouse dans cette tragédie. « Je ne réalise pas que cela fait déjà deux ans que mon épouse nous a quittés. Le souvenir de cette triste journée reste frais dans nos mémoire comme si la tragédie s'est produite il y a quelques jours seulement », témoigne Elhadj Baba Ousmane.

Vendredi 19 octobre dernier, plusieurs proches des victimes n'ont pas pu contenir leurs larmes au cours de la cérémonie de remise des dons aux orphelins de l'accident qui a eu lieu à la gare voyageurs de Yaoundé.

« Perdre un père, un enfant, un frère ou une mère est une blessure de vie qu'aucun discours de consolidation ne saurait soulager. Le manque, le silence, le sentiment d'injustice, la colère et le souvenir des stigmates accompagneront la mémoire des victimes qui habite l'ensemble du peuple camerounais », a reconnu Gilbert Nkana Pongy, directeur général adjoint de Camrail.

De fait, pour commémorer ce triste souvenir, à côté des prières organisées dans un élan de recueillement dans les églises et moquées des villes de Yaoundé, Douala, Bélabo, Ngaoundéré et



Remise des bons d'achat.

Eséka, 88 orphelins ont reçu des bons d'achat d'une valeur de 50 mille Fcfa chacun sur l'ensemble du territoire national. Lesquels bons représentent l'accompagnement scolaire décidé par la direction générale de Camrail. Cette cérémonie a permis à Gilbert Nkana Pongy de faire l'état des lieux du processus d'indemnités des victimes. L'on retient ici que 87% des dossiers relatifs aux personnes décédées sont homologués et soldés, tandis que les processus d'homologation de règlement et de finalisation se poursuivent pour ceux des dossiers restants.

## Nécrologie

# Le général de division Isidore Obama dépose son arme

 Par Désiré Domo

Le général de division Isidore Obama n'est plus. Après avoir fait une longue maladie, l'ex-commandant de la 2ème région de gendarmerie de Douala est décédé à l'Hôpital militaire de Yaoundé samedi, 20 octobre dernier. Nommé général de division à la faveur d'un décret présidentiel le 13 août 2015, Isidore Obama faisait désormais partie des 35 officiers généraux de l'armée qui coiffent et conduisent la défense nationale.

Avant d'être promu au grade le plus élevé dans l'armée, Isidore Obama, qui, après avoir suivi une formation d'officier à l'Ecole militaire inter armées (Emia), s'est inscrit à l'Ecole des officiers de gendarmerie de Melum, en France en 1961, était commandant de la 2ème région de gendarmerie de Douala entre mai 2011 et juin 2015. Son expérience acquise aux postes précédemment occupés (stagiaire à l'Ecole supérieure de l'intendance de Paris et attaché militaire à l'ambassade du Cameroun à Washington) lui permet de ramener la sérénité dans la ville de Douala, encore sous le coup du braquage musclé, spectaculaire et sanglant à l'agence Eco-bank de Bonabéri le 21 mars 2011, où près de 200 millions Fcfa avaient été emportés. Celui qui, auparavant était commandant de Compagnie de gendarmerie de Nkongsamba (1962 à 1965) avait aussi compétence sur les régions de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

Mis à la retraite le 29 juin 2017, il va cesser de gérer certains dossiers sensibles de la République et par la même occasion, s'effacer de manière progressive de la scène. Le général de division Isidore Obama est né en 1941 à Ekoko II, localité située de Mfou, dans la région du Centre. Le 26 décembre 1959, il est incorporé dans les forces armées avant d'être promu au grade de général de brigade le 25 septembre 2001.



## Internet

## Facebook fait la grimace

Des internautes associent cette perturbation de connexion à la prochaine proclamation des résultats de la présidentielle.



Par Andréa Lentchou (Stagiaire)

« Je ne sais pas si c'est mon téléphone qui dérange ou si c'est la connexion qui est merdique ce dimanche. Avez-vous le même problème avec Facebook? », s'interroge J.Nash, dans un groupe Facebook nommé "Just Toi Et Moi". Des réactions comme celle-ci, sont nombreuses depuis deux jours sur les statuts WhatsApp en majorité et Facebook également. « Depuis ma connexion Facebook est perturbée alors que mon WhatsApp fonctionne normalement », se plaint Virginie D. sur un statut WhatsApp.

En effet, depuis le 20 octobre dernier, la connexion Facebook connaît quelques perturbations chez des usagers. « Elle n'est pas fluide. Elle peut faire trois heures sans fonctionner normalement, ensuite tout revient à la normale pendant une demi-heure », explique un usager. « Depuis le matin, je n'arrive même pas à ouvrir mon compte Facebook. Je croyais d'abord que je n'avais plus de data. Or il n'en est rien », déplore un autre.

Chez certains abonnés du réseau social, cette situation est déplaisante et suscite de la colère. « J'ai frappé mon téléphone contre le mur dans un élan de colère à cause de cette connexion et l'afficheur de mon téléphone s'est

abîmé. Tout ça parce que ma page ne voulait même pas s'ouvrir », explique Yvan en colère. D'autres par contre s'en plaignent encore moins. « Vraiment ça ne me dérange pas. Tant que WhatsApp passe ça va pour moi », se réjouit Estelle.

Pendant ce temps, chacun y va de son commentaire. Beaucoup lient cette perturbation de la connexion Facebook à l'imminente proclamation des résultats de la présidentielle. « Ils coupent même la connexion pourquoi? Toujours pour les élections ou c'est pour autre chose? », lance, narquois, Yannick. D'autres dans la même veine évoquent comme raison les marches que certaines personnes ont annoncées pour la veille des résultats de la présidentielle. « La ligne est sûrement perturbée à cause de la marche qui a été annoncée pour réfuter les résultats », déclare un internaute dans un commentaire.

Si la majorité des internautes se plaignent de ce mauvais état des choses, quelques personnes par contre ne trouvent pas de problème à cette connexion. « J'ai laissé ma connexion active depuis plus de trois jours, et elle n'a pas été perturbée. Je navigue normalement », déclare une abonnée de Facebook.



Difficile accès à Facebook.

## Télécommunications

## Un espoir nommé YahClick

L'entrée en activité annoncée de ce service de l'opérateur émirati devrait booster à court terme la connectivité internet du Cameroun.



Par Jean De Dieu Bidias

Lancé officiellement en fin septembre dernier à Douala en présence des fournisseurs de services internet et de connectivité partenaires Ringo, Techflora et Swecom, YahClick, le service internet de l'opérateur Yahsat, leader des services internet satellitaires haut débit basé aux Emirats arabes unis, a l'ambition de résoudre à très court terme les difficultés de connectivité que connaît le Cameroun en raison de la faiblesse de ses infrastructures de télécommunication. « Yahsat est le premier opérateur d'internet par satellite à introduire le haut débit en bande Ka en Afrique grâce à YahClick. En tant qu'opérateur à la pointe de la révolution haut débit dans la région, nous visons à étendre YahClick sur de nombreux marchés et déclencher ainsi une dynamique positive pour les entreprises et les populations locales au Cameroun », explique Farhad Khan, directeur commercial de Yahsat.

Il faut relever qu'en l'état actuel des choses, le secteur des technologies de l'information et de la communication (Tic) au Cameroun représente 3,5% du Pib et seulement 25% de la population bénéficie d'un accès stable à Internet. Ce chiffre, selon la Banque mondiale, classe le Cameroun au 18e rang en termes de pénétration d'Internet parmi les 48 pays d'Afrique sub-saharienne. Le nouvel opérateur ambitionne de fournir aux clients un accès à une connexion internet haut débit fiable et performante à moindre coût, et assure se distinguer des autres services terrestres par la fiabilité de la connectivité qu'il propose, notamment grâce à la technologie de communications satellitaires de pointe qu'il déploie.



Les responsables de Yahsat, lors du lancement du service YahClick.

Le service utilise la fréquence en bande Ka alimentée par le faisceau satellitaire High Throughput Satellite (HTS) qui permet de délivrer un Internet haut débit de plus grande capacité et plus rapide en utilisant des antennes de taille réduite. « Cela permet de diminuer les dépenses d'installation de l'infrastructure satellitaire, cet aspect financier ayant toujours constitué un frein majeur. Le lancement de YahClick au Cameroun promet de doper les capacités en télécommunications du pays et de le doter des moyens de réaliser pleinement son potentiel social et économique », assure son top management. YahClick est déjà présente dans nombre de pays africains

donc le Burundi, le Ghana, la République démocratique du Congo et la Côte d'Ivoire. Ce service débarque au Cameroun au moment où l'opérateur public Cameroon Télécommunications (Camtel), procède aux derniers réglages avant l'entrée en service de son câble sous-marin intercontinental South Atlantic Inter Link (Sail), installé entre le Cameroun (Kribi) et le Brésil (Fortaleza). D'un linéaire de 6000 km, ce câble de 32 téraoctets/seconde de capacité installée, il s'agit de l'infrastructure large-bande par excellence pour consolider la connectivité internationale du Cameroun et booster son économie digitale.



### Présidentielle

# 2018 comme en 1992

Chronique d'une élection qui a fait renaître l'intérêt de la chose politique chez les Camerounais.

 Par Lucien Bodo



Cabral Libii face à une immense foule au stade Cicam le 23 septembre dernier.

**A** Yaoundé, le 19 octobre dernier à plus de 2h du matin, une bataille se joue jusqu'au bout de la nuit. Seul contre tous (Rassemblement démocratique du peuple camerounais, Election's Cameroon et ministère de l'Administration territoriale) au Conseil constitutionnel (CC), Joshua Osih est le dernier rempart des militants de l'alternance au sommet de l'Etat. Quelques heures plus tôt en effet, Maurice Kamto et son armée d'éminents avocats tombaient les armes à la main, après avoir mené une âpre bataille de deux jours. Invoquant de nombreuses irrégularités, le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) souhaitait l'annulation du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier dans les régions du Nord-Ouest, Sud-Ouest, Sud, Nord, Adamaoua, Extrême-Nord et Est. Demande « non fondée » selon le collège des « Sages » présidé par Clément Atangana. La requête de Joshua Osih, qui voulait quant à lui l'annulation totale de la présidentielle, ne connaîtra pas meilleur sort. Son rejet par le Conseil constitutionnel est venu tuer les derniers espoirs. D'autres recours, comme celui de Cabral Libii réclamant lui aussi l'annulation totale du scrutin, n'ont pas trouvé écho favorable.

Toutefois, au-delà des déceptions visibles çà et là, force est de constater que la présidentielle 2018 aura été passionnante jusqu'au bout. Grâce à elle, les Camerounais ont recommencé à montrer un certain intérêt pour la chose politique. Les audiences au Conseil constitutionnel fortement suivies pas des millions de téléspectateurs, auditeurs, lecteurs et internautes ne le démentent pas. La qualité élevée des débats dans cette haute juridiction a été telle que la décision de la Crtv de ne pas diffuser la dernière audience du contentieux électoral, jeudi dernier, a reçu une totale désapprobation du public. Heureusement pour ceux qui

avaient pris goût à suivre les joutes oratoires au CC en direct à la télévision ou à la radio, le média public audiovisuel s'est ravisé pour éviter de créer un incident.

### Foule

Ces audiences sont assurément l'un des moments forts de cette présidentielle. Le 09 juillet dernier lorsque le président Paul Biya convoque le corps électoral, quelques personnalités bien connues cristallisent déjà l'attention. Cabral Libii, fort du buzz autour de son initiative « 11 millions d'inscrits », a trouvé les bonnes grâces du parti Univers depuis février 2018. Au terme d'un congrès extraordinaire du National Executive Committee, Joshua Osih est investi par le Social Democratic Front (SDF) au cours du même mois. Maurice Kamto, après avoir parcouru plusieurs régions du pays, est investi plus tard au mois d'avril par le Mrc au cours d'une convention très courue au Palais des Congrès. Akere Muna bénéficie quant à lui de la confiance du Front populaire pour le développement (Fpd). Les activités de ces différents acteurs politiques – conférences de presses et descentes sur le terrain – font l'objet de monitoring dans les médias traditionnels. Dès la convocation du corps électoral, ces derniers, pour la plupart, vont prendre des dispositions particulières au plan éditorial.

Des émissions spéciales en télévision et radio, ainsi que des pages spéciales pour la presse écrite, vont voir le jour pour permettre un meilleur relai d'une actualité présidentielle qui gagne en intensité. Tous les moments sont scrutés, décryptés et commentés. Du dépôt des candidatures au contentieux pré-électoral. La publication des candidatures retenues par Elecam fera même l'objet d'une retransmission en direct sur la Crtv. L'engouement et le zèle

médiatiques sont tels que le Conseil national de la Communication est obligé à plusieurs reprises de rappeler certains médias à l'ordre. La liesse populaire que beaucoup soupçonnait viendra se confirmer dès le lancement de la campagne présidentielle, le 22 septembre dernier. Le stade Cicam, à Douala, est devenu le symbole de cette mobilisation caractérisée par des mégas-meetings. Des artistes-musiciens participent aussi à ce regain d'intérêt en s'engageant publiquement en faveur de tel ou tel candidat et en donnant des prestations au cours de ces meetings.

### Réseaux sociaux

Pour bon nombre d'observateurs, l'élection présidentielle de 2018 aura connu au moins le même engouement que celle de 1992, sinon plus. 2018 bénéficie toutefois de l'avantage d'une pluralité des médias et surtout, de l'avènement des réseaux sociaux. Un tour sur ces plateformes numériques permet de constater que jusqu'à présent, les publications autour de la présidentielle 2018 sont à la une de tous les sujets de conversation. Les candidats ont par ailleurs su user de ces outils du numérique pour asseoir leur stratégie de communication. Cette situation, associée à l'arrivée de candidats nouveaux, a conduit beaucoup à regretter de ne pas s'être inscrits sur les listes électorales. Elecam parle d'un fichier électoral de seulement 6,1 millions de personnes sur un potentiel pourtant estimé à 12 millions. Du coup, alors même que le dénouement de la présidentielle 2018 est en cours avec la proclamation publique des résultats ce lundi, beaucoup de potentiels électeurs se projettent d'ores et déjà sur les législatives et les municipales prévues pour la fin d'année 2019. Un signe qui annonce une actualité politique encore plus palpitante.



## Abstention

# Le mal s'aggrave

Selon des chiffres non encore confirmés, 47,5% des personnes inscrites sur les listes électorales n'ont pas voté le 07 octobre.



Par Jean De Dieu Bidias

L'un des grands regrets de la présidentielle du 07 octobre dernier au Cameroun est et restera la forte abstention des électeurs. Selon un récapitulatif des suffrages attribué à Elections Cameroon (Elecam), seules 53,5% de personnes régulièrement inscrites sur les listes électorales ont effectivement voté pour élire le nouveau président de la République. Plus prosaïquement, des 6.587.383 électeurs répertoriés sur le fichier d'Elecam, 3.063.057 ne se sont pas rendus aux urnes (47,5%). Le taux d'abstention, qui confirme les tendances de 2011 (65,8% contre 82,2% en 2004, 83,10% en 1997 et 71,9% en 1992), atteint ainsi un niveau record depuis le retour au multipartisme, en 1990. Expression d'un scepticisme grandissant de la part des Camerounais vis-à-vis de la classe politique ? Pas si sûr au regard des meetings de campagne fort courus et surtout de la stature de certains candidats de l'opposition, qui briguaient pour la première fois la Présidence. Bien plus, dans un contexte sociopolitique particulièrement tendu, le Président sortant Paul Biya avait besoin d'une forte participation pour légitimer sa victoire annoncée. Or, si les chiffres qui circulent se confirment, il n'aura au final été réélu que par un peu plus de 2,4



Un bureau de vote. Quand les électeurs ne se bousculent plus.

millions de Camerounais. C'est dire comment le mal de l'abstention s'aggrave. Et à côté de ce taux d'abstention historique, caractéristique de ceux qui se disent que les jeux sont faits à l'avance et que leur présence ou non n'influence pas grand-chose, 61553 votes nuls ont été enregistrés.

Le Cameroun, estime le sociopolitiste Claude Abé, vit une dépolitisation due au fait que les conditions de vie des individus les installent dans une attitude où ils attendent un certain nombre de réponses. Et, « au fil du temps, les gens

ont l'impression que leurs problèmes ne sont pas adressés. Cette frustration peut donc expliquer le fait qu'ils s'abstiennent d'aller remplir leur devoir citoyen », développe-t-il. L'universitaire pense également que la montée en puissance de l'incivisme dans le contexte du Cameroun peut également être un élément structurel de cette abstention. « Autre facteur explicatif, c'est la faiblesse de la culture politique. Les entreprises politiques que constituent les partis politiques ne travaillent pas véritablement en profondeur à politiser, à faire comprendre aux populations quels sont les enjeux du jeu politique. Très souvent, on a des politiciens à temps partiel qui, en réalité, ne prennent

pas leur métier dans le sens d'un métier à temps plein. Et ce déficit de professionnalisation du métier d'homme politique fait en sorte que beaucoup ne font pas un travail de socialisation politique de la société », explique Claude Abé.

Autre élément qui peut être convoqué, poursuit-t-il, « c'est que malgré le travail qui a été fait par une certaine opposition pour arriver à les politiser, beaucoup de populations continuent de penser qu'il y a des démarches opportunistes qui consistent à venir les voir uniquement au moment où les élections se présentent ».

## Nord-Ouest/Sud-Ouest

# Zone de non droit électoral ?

Entre les populations qui ont fui les exactions perpétrées dans ces régions et la peur qui y prévaut, l'abstention au scrutin présidentiel était prévisible.



Par Nadine Guepi

« Haute trahison contre [notre] pays ». C'est l'accusation, selon Joshua Osih qui devrait peser sur les personnes qui attestent de la tenue de l'élection présidentielle le 07 octobre dernier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le candidat du Social Democratic Front (SDF) entame ainsi sa plaidoirie devant le Conseil constitutionnel mercredi 17 octobre dernier. Le recours en annulation totale introduit par la formation politique sera rejeté par l'instance présidée par Clément Atangana. Idem pour celui en annulation partielle déposé par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) dans certaines circonscriptions électorales réparties sur sept régions : Sud-Ouest, Nord-Ouest, Sud, Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord, pour « moyen non fondé ».

Une décision susceptible d'aucun recours qui pourrait laisser un goût amer aux quelques 100.000 personnes réfugiées au Nigeria voisin, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Hcr) et près de 250.000 déplacés internes du fait de la crise sociopolitique qui sévit dans les deux régions anglophones, selon le gouvernement. Il s'agit de ceux-là



Des Camerounais fuyant les violences dans la zone anglophone.

même qui ne se sont pas abstenus d'élire le président de la République pour les sept prochaines années par choix. Avec près de 978 000 électeurs inscrits, seuls 5% et 15% respectivement dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont pris

part au vote du 07 octobre dernier. Du fait des troubles qui rythment la vie de ces zones, les bureaux de vote ont été drastiquement réduits délocalisés. Ils ont été transformés en centre de votes (regroupement de bureaux de vote, en général dans des casernes militaires pour une meilleure sécurité). Changement qui aura dérouté plusieurs votants ne retrouvant pas leur bureau de vote. Une quête qui concernait les plus téméraires. Dans la mesure où la majorité a préféré se terrer à la maison plutôt que de braver les sécessionnistes qui ont annoncé des représailles pour les « traîtres » qui s'acquitteraient de leur devoir citoyen.

Le ton donné par des personnalités telles que le Premier ministre Philemon Yang (il a voté à Up Station, à Bamenda) dans le but d'inciter les électeurs à se rendre aux urnes n'a pas fait recette. Combien ont les moyens de s'offrir une protection rapprochée des forces de l'ordre en temps et en heure, surtout après le scrutin ? Ils ne sont certainement pas nombreux. La Constitution de 1996, en son article 5 (1) et (2), précise que « le président de la République est le chef de l'Etat. Elu de la nation tout entière, il incarne l'unité nationale ».





### Conseil constitutionnel

## Peut mieux faire

Le président de cette institution a conduit les débats avec tact et autorité, mais a échoué à assurer la sincérité des résultats de la présidentielle.

 Par Georges Alain Boyomo

2 ans après sa création, le Conseil constitutionnel est entré en scène le 7 février 2018 avec la nomination de ses 11 membres. L'institution présidée par Clément Atangana était donc à sa première expérience de l'élection présidentielle. Contrairement aux audiences de sa devancière, la Cour suprême, qui agissait en son lieu et place, les audiences du Conseil constitutionnel, tant pour le contentieux préélectoral que pour le contentieux post électoral, ont fait l'objet d'une diffusion en direct sur les antennes de la télévision nationale. Ce qui a soumis son président et ses membres à un test public de crédibilité et à une pression... douce. Si les décisions du Conseil constitutionnel ont globalement emporté l'unanimité s'agissant du contentieux préélectoral, à travers le rejet systématique et méthodique des recours des candidats recalés par Elections Cameroon (ElecCam), pour la plupart fantaisistes, le Conseil a laissé des plumes pour le contentieux post électoral.

Les questions par trop orientées du président de ce Conseil adressées à des avocats du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) et du Social Democratic Front (SDF) sur l'origine des procès-verbaux (Pv) en leur possession, sur l'emplacement idoine des signatures sur les Pv ou encore sur l'hypothèse d'organiser une nouvelle élection



Clément Atangana rendant un verdict.

présidentielle dans les délais prescrits par la loi, ont fragilisé l'indépendance alléguée du juge constitutionnel. La fébrilité du président de la Commission nationale de recensement général des votes, qui a perdu son sang-froid devant la démonstration de Me Michèle Ndoki, restera également un cliché saisissant de l'entrée en matière du Conseil constitutionnel. Idem pour les conditions de suspension de l'audience du mardi 16 octobre, au plus fort de cette offensive juridique fort embarrassante (pour le collègue des 11) du Mrc. Pour une partie de l'opinion, le Conseil

constitutionnel s'est offert la nuit pour mieux se pourvoir en faveur d'un candidat, en complicité avec le Rdpc, le Minat et ElecCam. L'histoire nous dira s'il s'agit d'une légende.

Le flegme, le sens de l'écoute et l'autorité de Clément Atangana devant les digressions et diversions des avocats constitués ont été dilués par le peu de cas fait de certains articles de la loi du 21 avril 2004 organisant le Conseil constitutionnel. Notamment l'article 40 qui dispose que « le Conseil constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle... il veille à la sincérité du scrutin... » ; et l'article 42 (2) qui prévoit que « le Conseil constitutionnel peut, s'il le juge nécessaire, entendre tout requérant ou demander la production, contre récépissé, des pièces à conviction ». A ce propos, le

sentiment répandu est que l'équipe de Clément Atangana n'a pas daigné user de son pouvoir d'investigation et s'est contentée d'une démarche délibérément minimaliste et partisane.

Le dernier et ultime acte du déploiement du Conseil constitutionnel se joue aujourd'hui avec la proclamation des résultats de l'élection présidentielle. Un pas aura été franchi dans l'histoire naissante de cet organe de transition, mais l'argument de l'inexpérience ne tiendra plus la route lors des prochaines élections.

### ElecCam

## Mention médiocre

Le bilan d'action de l'organisateur et superviseur de la présidentielle du 07 octobre dernier est loin d'être satisfaisant.

 Par Jean De Dieu Bidias

P our la première fois dans l'histoire des élections au Cameroun, l'on a entendu très peu de grincements de dents de la part handicapés, en raison notamment des mesures inclusives prises en faveur de leur vote par Elections Cameroon (ElecCam). Il s'agit notamment de l'impression des bulletins de vote des candidats en braille pour les déficients visuels, la création des bureaux de vote pour la plupart accessibles aux handicapés moteurs, etc. Il a reçu pour cela les félicitations de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (Cndhl). Par ailleurs, contrairement au scrutin présidentiel de 2011 où plusieurs bureaux de vote à travers le territoire avaient ouvert avec trois heures de retard en raison de l'arrivée tardive du matériel électoral, entre autres raisons, l'organe en charge de la gestion, de l'organisation et de la supervision du processus électoral et référendaire semble avoir pris des dispositions pour que ce dysfonctionnement ne reproduise pas.

Toutefois, le bilan d'action d'ElecCam est loin d'être excellent. Plusieurs personnes régulièrement inscrites sur les listes électorales et détentrices d'une carte d'électeur se sont plaintes de n'avoir pas pu voter parce que n'ayant retrouvé leurs noms dans aucun des bureaux de vote répertoriés dans leurs circonscriptions électorales. Il s'agit bien là d'une anomalie qu'ElecCam doit pouvoir corriger avant les

législatives et municipales de 2019 qui charrient beaucoup plus d'enjeux. On peut aussi lui reprocher de n'avoir pas affiché les listes électorales dans certaines de ses antennes communales qu'à 48 heures (voire moins) de l'élection. Ou encore de n'avoir pas daigné lever le petit doigt quand les partis politiques de l'opposition se sont plaints de l'envahissement de l'espace public par le seul candidat Paul Biya lors de la campagne électorale. Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, ElecCam, en raison des contraintes sécuritaires, a procédé à des délocalisations des bureaux de vote à la dernière minute. Sur 2343 initialement prévus, seuls 79 ignorés dans leur immense majorité des populations ont ouvert.

L'une des faiblesses majeures d'ElecCam est de ne pas pouvoir, 15 jours après l'élection, rendre publics les chiffres de la participation. La loi ne le lui permet pas, certes. Mais, on



Une vue de la direction générale d'ElecCam, à Yaoundé.

a davantage l'impression qu'il s'autocensure sur la question. Par ailleurs, en tant qu'organe indépendant, ElecCam doit pouvoir aujourd'hui avoir le pouvoir de publier les tendances et les résultats provisoires des différents scrutins qu'il organise. Ce qui nécessite que certains aspects de la loi électorale camerounaise soient revus, notamment celui qui accorde l'exclusivité en la matière au Conseil constitutionnel.



## Observateurs électoraux

# Comme des caisses de résonance

Qu'ils soient nationaux ou internationaux, la plupart des observateurs ont fait chorus autour de la bonne tenue de la présidentielle.



Par Jean-Christophe Ongagna

L'observation de l'élection présidentielle du 07 octobre dernier au Cameroun aura charrié divers avis. Au moment où certains candidats en lice dénonçaient des faits de fraudes et des irrégularités observés lors du scrutin (et qui ont été portés à l'attention du Conseil constitutionnel dans le cadre du contentieux post électoral vidé le 19 octobre dernier), certaines missions d'observation électorale - plus de 4098 observateurs nationaux et internationaux accrédités -, ont peu ou prou ramé à contre-courant. Le cas du groupe des faux observateurs mandatés par l'Ong Transparency International (TI) témoigne à suffisance dans ce cas.

En effet, suite à une sortie médiatique le 08 octobre dernier, Hubert Haddad, Amanda Benzekri, Salomon Benros, Raphaël Kalfon (France) ; Nurit Greenger (Etats-Unis) et Yamina Thabet (Tunisie) ; se sont prononcés pour dire que somme toute, et en dépit de quelques irrégularités observées, le scrutin s'était bien déroulé. « *Tout s'est bien passé. Il y avait des représentants de chaque parti, avec une organisation et une méthodologie qui étaient assez bien expliquées mais peut-être un peu compliquées et pas très compréhensibles pour l'ensemble des bureaux de vote* », avait laissé entendre celui qui était présenté comme le chef de mission, Raphaël Kalfon.

Cette appréciation diffère de celle des observateurs internationaux de l'Union africaine (Ua), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Ceeac) et de



Le chef de la Mission d'observation de la Ceeac, Raymond Tshibanda N'tungamulongo.

l'Institut panafricain d'assistance électorale (Ipaec). S'ils pensent d'un avis commun qu'il y a « *une très nette amélioration du processus électoral par rapport à 2011* » et que la présidentielle du 07 octobre dernier a été « *libre, transparente et démocratique* », des observations ont toutefois été notées. « *Les représentants de certains candidats étaient tout simplement absents. [...] plusieurs cartes d'électeurs n'étaient pas retirées par leurs titulaires. De même, une faible affluence dans la quasi-totalité des centres de vote visités a été observée. Une absence d'engouement des électeurs a été notée dans certains bureaux de vote et plusieurs électeurs*

*n'ont pas pu retrouver leurs noms sur les listes affichées devant les bureaux de vote* », a nuancé le 09 octobre dernier, le chef de la Mission internationale d'observation électorale de la Ceeac, Raymond Tshibanda N'tungamulongo.

Pour la Mission internationale de la société civile africaine pour la paix, la démocratie et la bonne gouvernance (Misca Pdbg) qui s'est prononcée le 10 octobre dernier, les irrégularités évoquées « *n'ont pas entaché la sincérité du scrutin* ». Un avis que ne partage pas la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (Cenc), dans sa déclaration préliminaire rendue publique le 09 octobre dernier. Pour elle, des « *manquements flagrants* » tels la « *tentative de corruption* » d'un des leurs dans le bureau de vote de Pala (Maroua) n'est pas à encourager.

Tout comme « *les violences physiques sur des électeurs le jour de l'élection, la séquestration des observateurs dans les bureaux de vote, le bourrage des urnes et des cas de corruption observés dans certaines localités* », d'après des Organisations de la société civile (Osc), qui se sont exprimées sur le sujet lors d'une conférence de presse le 15 octobre dernier à Douala. Enfin, pour la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés (Cndhl), si des « *mesures inclusives* » ont été prises en faveur du vote des personnes handicapées, il est entre autres regrettable de déplorer que des incidents isolés ont « *entravé le processus électoral dans certains bureaux de vote* » ; notamment dans les régions du Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

## Réseaux sociaux

# L'influenceur de l'ombre

La toile a constitué un terrain fertile pour les candidats lors de cette présidentielle.



Par Marguerite Papana

L'élection présidentielle, on a en a parlé sur les réseaux sociaux. Elle y a d'ailleurs suscité de nombreux débats. D'aucuns ont estimé que ces plateformes constituaient désormais une réelle opportunité pour les candidats en lice. « *C'est sûrement l'un des enjeux de cette élection présidentielle. Contrairement à 2011 où l'on comptait encore moins de 500 000 Camerounais sur Facebook, l'année 2018 a vu le cap des 3 millions de Camerounais inscrits, franchi en avril dernier* », faisait savoir l'expert en communication digitale Chedjou Kamdem au mois de juillet dernier. L'ayant compris, il fallait donc conquérir et convaincre les potentiels électeurs qui s'y trouvent. Pendant tout le temps qu'aura duré le processus électoral, les partis politiques tels que l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (Uniers), le Mouvement de la renaissance du Cameroun (Mrc), le Social Democratic Front (SDF), etc., se sont déployés massivement sur Facebook et Twitter.

Premier challenge, faire inscrire le plus de personnes possible sur les listes électorales. Cabral Libii, candidat investi par le parti Uniers, à travers son Mouvement 11 millions d'inscrits, aura été le premier à flairer cette opportunité. Sa cible principale était les jeunes qui sont massivement sur les réseaux sociaux. Pour faire le buzz, le candidat du Ras-



semblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), Paul Biya, n'a pas choisi moins que Twitter pour annoncer sa candidature au scrutin du 7 octobre dernier. « *Leur [aux jeunes Camerounais, Ndlr] adresser la parole sur ces canaux devient une nécessité pour les pousser à aller voter le 07 octobre* », expliquait encore Chedjou Kamdem.

Maurice Kamto, Akere Muna, Paul Biya et Joshua Osih ont augmenté leur capital sympathie sur la toile, grâce notamment aux communautés créées sur Facebook. Le nombre de personnes qui suivent ces candidats a grandi au fil des jours. Des communautés de près de 20.000 abonnés par candidat. Des pages créées par des porte-paroles et autres sympathisants ont également vu le jour.

Les partis politiques et leurs candidats ont choisi d'y faire leurs communications officielles et de ce fait, de commu-

niquer directement avec leurs électeurs. Les réseaux sociaux auront surtout été un lieu d'expression et de prises de position des internautes. La campagne électorale par exemple a été rythmée sur la toile par des fake news, dénigrement, faux documents et photomontages visant à discréditer certains candidats. L'on se souvient en guise d'exemple de ce croc-en-jambe sur la foi de Cabral Libii, à travers un document en circulation qui le consacrait comme membre d'une loge.

En outre, dans des groupes WhatsApp et Facebook des joutes verbales entre sympathisants et militants des partis politiques en lice pour cette présidentielle étaient de plus en plus virulentes. Enfin, l'on a encore pu voir la grande mobilisation sur les réseaux sociaux lors des débats devant la Cour constitutionnelle dans le cadre du contentieux post-électoral. « *(...) les retransmissions via la fonctionnalité Live de Facebook où les internautes commentaient en direct chaque phrase, voire chaque mouvement durant les nombreuses heures de contentieux post-électoral. Évidemment, chacun a pu donner son point de vue et se faire une idée sur les recours déposés auprès du Conseil constitutionnel, ce qui a entraîné pas mal de débats assez houleux* », a noté le web entrepreneur.

## Partis politiques

# Nouveaux rapports de forces

Avec un score projeté d'environ 14%, Maurice Kamto (Mrc) devient le nouveau leader de l'opposition, devant Cabral Libii, candidat investi par une formation politique à laquelle il n'appartient.



Par Michel Ferdinand

**A**défaut de déloger « l'indéboulonna-ble » locataire du palais de l'Unité, qui se maintiendra encore au pouvoir pendant les sept prochaines années, le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Maurice Kamto, arborera au cours des prochains mois les oripeaux de « leader de l'opposition », en attendant l'issue des législatives et municipales prévues en 2019. Même si les résultats officiels de la présidentielle du 07 octobre dernier ne seront rendus publics que ce jour lors d'une audience du Conseil constitutionnel, les chiffres produits par la Commission nationale de recensement général des votes (Cnrgv) et remis aux représentants des partis politiques en compétition annoncent une nouvelle redistribution des rôles.

Une posture acquise grâce à un peu plus de 14% engrangés par Maurice Kamto dont le projet de société articulé autour des « besoins réels », a presque séduit un électoral resté longtemps émoussé par un système électoral insidieux, taillé à la mesure du Prince. En réalisant ce score avec plus de 500 000 suffrages, les signaux indiquent qu'on devra désormais compter sur l'ancien ministre démissionnaire du gouvernement, pour porter la voix d'un peuple atrophié



Maurice Kamto et Cabral Libii : Forces montantes.

par un système de gouvernance empreint du double-langage, cause d'immobilisme et de clientélisme. Nouvelle force de contestation vis-à-vis du pouvoir de Yaoundé, Maurice Kamto vient ainsi de déconstruire une tradition qui avait fait du Social Democratic Front (SDF) voire de son Chairman national, Ni John Fru Ndi, le défenseur d'une « minorité fabriquée à travers les urnes ». Les données sont de nature à reconnaître que le candidat du SDF, Joshua Osih, a affiché le score le plus ridicule du SDF à une pareille compétition depuis le retour au multipartisme au début des

années 90. En récoltant un taux légèrement supérieur à 3%, Joshua Osih qu'une opinion crédite pourtant de potentiel successeur de « l'Homme-lion » n'a pas atteint l'aura d'un Ni John Fru Ndi en trois sorties, le SDF ayant boycotté la présidentielle de 1997. Les performances de Ni John Fru Ndi sont édifiantes : 35,9% des voix (1 066 602 votes) en 1992 ; 17,40% des voix (654 066 votes) en 2004 et 10,71% des voix (518 175 votes) en 2011. On peut le dire, derrière Paul Biya, porte-flambeau du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) « invincible » quelle que soit la météo : 1992 (39,9% des voix ou 1 185 000 suffrages), 1997 (92,57% des voix ou 3 167 820 suffrages), 2004 (70,92% des voix ou 2 665 359 suffrages), 2011 (77,99% des voix ou 3 772 527 suffrages). Dans cet environnement, l'essai de Cabral Libii, sans être un coup de maître, avec plus de 6% de suffrages, montre aussi que le candidat de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (Univers) porte les aspirations d'une jeunesse victime d'un chômage indescriptible. A cette allure, comment ne pas croire que les autres candidats n'étaient que des figurants. Il s'agit de Joshua Osih, Adamou Ndam Njoya, Garga Haman Adji, Frankline Afanwi Ndifor et Serge Espoir Matomba.

## Cameroun

# Risques réels d'une crise post-électorale ?

Depuis la fin du scrutin, les sorties et attitudes de certains candidats et le branle-bas des forces du maintien de l'ordre installent la psychose.



Par Blaise Djoukep

**L'**atmosphère est très lourde au rond-point Dakar dans l'arrondissement de Douala 3e, ce dimanche 21 octobre. Les différents accès à cet endroit sont rétrécis par des camions anti-émeute de la police et de la gendarmerie. Tout comme des véhicules de ces hommes en tenue rajoutent à la panique. Non loin, un Pick-up aux effigies du Bataillon d'intervention rapide (Bir) fait des va et vient comme s'il n'a pas une destination précise. La pléthore de policiers et gendarmes en tenue et en civil déployés à ce carrefour et même dans les quartiers a un seul objectif : empêcher la tenue de la marche qui devait partir de ce lieu jusqu'au carrefour Ndokoti, initiée par Jean Michel Nintcheu. Parce que le député et président régional du Social Democratic Front (SDF) dans la région du Littoral entend « dénoncer les fraudes massives et honteuses ayant émaillé le scrutin du 07 octobre ». En interdisant cette



Des éléments des forces du maintien de l'ordre sur la brèche.

marche, le sous-préfet de Douala 3e redoutait déjà des troubles à l'ordre public.

C'est que, depuis la sortie de Maurice Kamto, au lendemain de la dernière présidentielle, annonçant qu'il avait « tiré et marqué le pénalty », la d'une crise post-électorale s'était emparée des Camerounais. Surtout que l'intervention du candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), le 08 octobre dernier, avait été suivie de celle de son

homologue du parti Univers, Cabral Libii. Ce dernier a annoncé lui aussi avoir remporté le scrutin et a appelé les Camerounais à « prendre leur destin en main et de ne pas se laisser voler leur victoire ». L'interdiction systématique des conférences de presse des « alliés » du candidat Kamto à Douala a installé un climat de peur dans tous les milieux. « On a peur que notre pays se retrouve dans la même situation que la Côte d'Ivoire, il y a de cela quelques années », indique Ginette Essama dans les colonnes de votre journal, le 10 octobre dernier à Yaoundé.

La suite, c'est que de nombreux Camerounais se sont empressés de faire des emplettes pour tenir pendant quelques jours au cas où le désordre viendrait à s'installer. « En une semaine, j'ai fait des provisions pour survivre au moins un mois. Je veux être prévoyante si une crise éclate », redoute Angeline T, rencontrée dans un marché à Douala. Le durcissement du ton de la part de quelques acteurs politiques n'est pas de nature à envisager la quiétude. « Nous ne reconnaitrons pas Paul Biya comme notre président », affiche le porte-parole du Mrc, Paul Eric Kinguè, après le rejet des recours de son parti devant le Conseil constitutionnel. Et, dans les rues, de nombreux citoyens abordés se disent exaspérés par les contreperformances d'un régime qui n'a de cesse de verrouiller l'alternance.



## Réactions



Par Florentin Ndatewouo et Jenner Onana (Stagiaire)

## Grégoire Owona

## La décision rendue est d'une clarté exceptionnelle

**J**e crois que c'est une bonne chose pour la démocratie que le Président Biya est en train de construire au Cameroun. La décision rendue à mon avis est d'une clarté exceptionnelle. Vous l'avez vu détaillée point par point, donc, compréhensible par tous les Camerounais de bonne volonté. Nous espérons que son application sur le terrain sera donc l'acceptation de cette décision par tous et de façon patriotique. Et, je crois que cela ne fera que grandir la démocratie camerounaise qui, à mon avis, est la seule victorieuse de ce qui est en train de se passer. Les lignes sont en train de bouger. Vous avez vécu 15 jours de campagne électorale à mon avis exceptionnels. Vous avez vu des jeunes qui montent, je me suis même permis de les féliciter. Ces jeunes qui répondent à l'appel du Président Paul Biya qui leur a dit : il faut oser, il faut innover. Donc, je pense que les lignes sont en train de bouger. Et si vous lisez la profession de foi du Président Paul Biya, vous verrez que son challenge c'est de continuer de faire bouger les lignes pour un Cameroun qui avance et qui gagne.



## Paul Eric Kingue

## Nous n'allons pas reconnaître Paul Biya comme notre Président

**J**e suis déçu. On est dans une histoire terrible où le Conseil constitutionnel vient de s'illustrer comme une chambre d'amis de monsieur Biya. Monsieur Foumane Akame est conseiller spécial à la présidence de la République auprès de monsieur Biya depuis une vingtaine, peut-être même une trentaine d'années. L'épouse de monsieur Atangana Clément est député Rdpc dans le Nyong et So'o. Vous avez monsieur Bondé Emmanuel qui est membre du comité central du Rdpc, mais il est membre du conseil constitutionnel. Quand vous avez une panoplie des gens qui se cocufient avec monsieur Biya au quotidien, qu'est-ce que vous pensiez que nous attendions de ce genre d'institution ? Voyez-vous, la première requête qu'on a introduite ici portait sur la récusation. La récusation veut dire que dire que telle ne peut pas juger et apprécier pour des rai-



sons de suspicion légitime. Nous attendions que le Conseil constitutionnel nous dise que non vous n'avez pas le droit de soupçonner X et Y parce qu'ils travaillent ensemble, ils ont plutôt cherché une pirouette. Ils nous ont répondu sur la démission des membres du Conseil constitutionnel. Aujourd'hui, alors que nous attendions qu'ils apportent d'abord les 32 procès-verbaux que nous demandons depuis mercredi, ils ne l'ont pas fait. Ils apparaissent pour nous dire, tous les moyens que vous avez soulevés ne sont pas fondés. Ils ont rendu leur jugement et basta ! Ils se sont arrêtés et c'est terminé ; pour eux la page est tournée. Nous avons rejeté complètement la décision rendue par le Conseil constitutionnel ; nous ne reconnaitrons pas Paul Biya comme notre Président. Notre Président c'est Maurice Kamto, et les Camerounais vont en être édifiés dans les prochaines années.

## Youmo Koupit Adamou

## La corruption se faisait à ciel ouvert

**O**n peut relever le fait que le scrutin s'est déroulé dans le calme. Il n'y a pas eu de désordre et de violence. Il faudrait également relever le fait que le matériel électoral



était disponible dans les différents bureaux de vote. Cependant, la fraude rentre dans l'Adn du gouvernement. Nous avons trouvé que la corruption se faisait à ciel ouvert, l'achat des bulletins de l'opposition à ciel ouvert, le vote des personnes non-inscrites en lieu et place des personnes inscrites et non disponibles ou décédées ou même en déplacement le jour du scrutin était une réalité. Nous avons noté les cas de complicité entre les présidents des bureaux de vote et les élites qui présentaient les listes des personnes qui entraînent et qu'on a laissé voter sans contrôler, question de voir s'ils avaient déjà voté ailleurs. Donc la fraude a eu lieu. Mais comme ces fraudes se déroulaient au niveau des bureaux de vote, au sortir de ceux-ci, il n'est plus possible de prouver que cela se passait tel que je le décrie. Parce que lorsque les résultats des dépouillements sont portés sur les procès-verbaux, le reste n'est que considération et on ne peut pas prouver que les données ont été manipulées. On comprend la raison pour laquelle le pouvoir est hostile à l'idée de faire la biométrie intégrale. On s'arrête à la biométrie d'inscription pour que le jour du scrutin, on ne soit pas capable de vérifier que la personne inscrite soit celle qui prend effectivement part au vote.

## Emmanuel Ntonga

## L'élection présidentielle est une mascarade



**P**our moi, il n'y a pas eu élection. Surtout quand à peu près 95% d'anglophones n'ont pas pu voter. Je note également le taux d'abstention qui bat un record. Sur 06 millions d'inscrits, on a à peine 02 millions de Camerounais qui ont voté. Par conséquent, ce n'est qu'une mascarade. Nous sommes allés au contentieux post électoral devant le Conseil constitutionnel. Seulement, ce Conseil constitutionnel est un groupe du Rdpc (Rassemblement démocratique du peuple camerounais, Ndlr). Voilà pourquoi je dis que ce n'était pas une élection. La campagne électorale était pareille. Lorsqu'on donne à des partis politiques, la somme de 15 millions Fcfa à deux jours de la fin de la campagne électorale, alors que le parti au pouvoir a des milliards Fcfa, je trouve que c'est injuste. Le candidat du Rdpc n'a fait qu'une journée de campagne électorale. Il a bloqué toute une chaîne de télévision pour lui seul. Dans ces conditions, on ne peut pas dire que tout a été reparti de manière équitable. On ne peut donc pas dire qu'il y a eu une élection. C'est une mascarade. Heureusement que le peuple camerounais est maintenant conscient. Dans tous les cas, c'est la fin d'un régime qui s'annonce avec toutes ces pratiques-là.

## Simon-Pierre Atangana Nsoé

## Les règles du jeu n'ont pas changé



**J**'étais contre l'élection au départ et la suite m'a donné raison. L'opposition s'est précipitée à aller aux élections, alors que les règles du jeu et les lois n'avaient pas changé. Les lois n'ont pas été modifiées. Les Camerounais ne se sont pas inscrits sur les listes car, les gens ne croyaient pas en ce processus électoral. A ceci, s'ajoute le problème des zones anglophones. Les résultats seront proclamés et ce qui devait arriver, va arriver c'est-à-dire que Paul Biya sera gagnant. Au niveau du Conseil constitutionnel, je crois que démocratiquement, c'est une grande avancée. C'est même un événement qu'on peut qualifier de mondial, parce qu'ailleurs, cela ne se fait pas. Par contre au Cameroun, ça s'est fait en direct. On a néanmoins eu beaucoup d'imperfections avant. Au niveau du financement, les partis politiques qui se sont engagés ont été floués. Ils ont versé 30 millions, pour ne recevoir que 15 millions comme première partie du financement.



Gérard-Marie Messina

## De nouvelles perspectives s'ouvrent pour la crédibilité

*Pour le sémiopolitiste et consultant en communication et marketing politique, la présidentielle 2018 a offert un cadre de maturation du processus démocratique au Cameroun.*



Par Jean De Dieu Bidias

### En termes d'acquis, que peut-on retenir de l'élection présidentielle de 2018 ?

L'élection présidentielle 2018 aura été assez singulière et particulièrement intéressante dans la mesure où elle a été organisée dans un contexte de complétude du dispositif institutionnel. En d'autres termes, les différentes institutions et les différents acteurs en charge de la préservation et de la sanctuarisation du processus électoral au Cameroun ont été mis en place. Notamment le Conseil constitutionnel prévu dans la loi fondamentale et qui était réclamé par toutes les organisations politiques a été mis en place. Cette juridiction en charge du contentieux électoral dans son entièreté a su répondre aux attentes de la nation et toutes ses composantes. La présidentielle 2018 aura été une échéance spéciale. Elle aura contribué à redorer le blason de la démocratie camerounaise. Au-delà du dispositif institutionnel, légal et réglementaire, le peuple camerounais s'est réconcilié avec la chose politique qui lui semblait lointaine et hyper abstraite pour dire le moins. Il y a émergence de nouveaux produits politiques dans la sphère politique nationale, de jeunes loups aux dents longues qui ont su démontrer qu'il faudra désormais compter avec la jeunesse. Ils ont donné un signal fort qui annonce la fin du monopole de la vie politique nationale par des vieux produits. La présidentielle 2018 a offert un cadre de maturation du processus démocratique au Cameroun. Le contentieux post-électoral a été le clou de cette échéance. Un exercice de célébration de la démocratie, une véritable grand-messe avec des officiants rompus à la tâche sacerdotale. Le Cameroun a su vendre sa démocratie au monde, avec une exceptionnelle contribution de la Crtv. Une véritable agora qui a permis de vider non seulement le contentieux électoral mais aussi les cœurs meurtris par les coups politiques encaissés par les différentes parties tout au long du processus.

### Il y a tout de même eu des manquements...

Les manquements observés lors de la présidentielle du 7 octobre 2018 sont surtout ceux relatifs à la maturation du projet de participation des différents partis politiques. Ils portent plus sur la question de la représentativité des formations politiques, dans la qualité de leur encadrement institutionnel et technique. La question de la formation d'une masse critique de scrutateurs électoraux a été dans la plupart des cas abordée avec beaucoup de négligence. Les candidats à l'élection ont majoritairement privilégié les actions d'éclat impliquant directement leur image pour conforter leur visibilité et s'inscrire définitivement sur la carte mentale des électeurs. Le volet sécurisation des votes par une bonne représentativité sur le marché électoral national dans les 25 000 bureaux de vote environ a été négligé. Or, il y a un lien direct entre le type de déploiement fait sur le terrain et la cohérence et la pertinence des recours introduits dans le cadre du contentieux post-électoral, quand on sait combien sont importants et décisifs les moyens en termes d'élément matériel à mobiliser pour étayer les faits allégués. L'absence des représentants de certains partis politiques dans nombre de bureaux de vote aura dessiné les contours d'une irrecevabilité quasi-évidente des 18 recours introduits par cinq requérants dont trois candidats à la présidentielle, un candidat recalé et un citoyen lambda, qui demandait la suspension du Rdpc pendant 25 ans. Le Mrc exigeait l'annulation partielle tandis



que Univers et le SDF proposaient l'annulation totale. Comme autre manquement, certains observateurs indépendants ont plaidé pour un meilleur accompagnement de tous les acteurs. Donc, en clair l'organisation de l'élection présidentielle en elle-même a été globalement bonne. ElecCam a mis en place tout le décor nécessaire, conformément à la réglementation en la matière, même si certains partis politiques de l'opposition ont estimé que la liste des électeurs n'ont pas été affichées plus tôt. Pour ce qui est de la supervision les manquements constatés incombent plus aux partis politiques qui ont aussi une responsabilité historique importante dans la sécurisation des votes et la promotion de l'équité. Le Minat est également rempli convenablement son mandat. Tout comme le Conseil Constitutionnel a pris le relais après ElecCam et la Commission nationale de recensement des votes. La gestion a été globalement bonne et bien meilleure que celle de la présidentielle d'octobre 2011.

### Quelles perspectives après cette élection ?

Après la présidentielle du 7 octobre, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour la crédibilité, l'objectivité et la fiabilité de la démocratie camerounaise. Toutefois, la consolidation des acquis de cette échéance singulière dépendra en grande partie du comportement post-électoral et post-contentieux des principaux leaders des partis politiques de la nouvelle configuration. Il est évident que la cartographie politique sera modifiée. L'émergence de nouveaux acteurs politiques entraîne nécessairement l'espoir d'un nouveau messie supposé sauver le pays de la monotonie triomphante, avec ou sans l'étoffe nécessaire pour le mandat à lui assigner. Si les leaders politiques restent sincères et lucides, s'ils ne répondent pas favorablement à la tentation de l'offre de désordre international rampante et abondante de plus en plus perceptible contre les précieux acquis de la démocratie camerounaise, les perspectives politiques peuvent être bonnes tant pour le peuple que pour les leaders de tous ordres. De plus, la cohérence et la pertinence de la démarche de l'opposition vont aider à un meilleur monitoring de la qualité de la mise en œuvre des politiques publiques par le parti au pouvoir et ses alliés. La proposition d'une offre de gouvernance alternative a le mérite d'exercer la pression nécessaire sur le pouvoir en place, et surtout de questionner les logiques de ventricratie dérivées de la théorie du gâteau national. Il conviendrait donc que les leaders politiques préservent leurs acquis électoraux tout en évitant de sombrer dans la tentation du populisme générateur de la pyromanie politique qui menace de rencontrer l'offre de désordre international rampante qui

guette le pays. Les perspectives resteront bonnes à condition d'être bonifiées par tous. Sur cette question, il est possible de compter sur la maturité du peuple camerounais qui connaît bien le prix du chaos, et qui n'est nullement prêt à suivre par grégarisme moutonnier des faux messies à l'heure de la consolidation des acquis.

### Est-ce que vous avez le sentiment que les Camerounais ont repris goût à la politique au regard de la mobilisation observée lors des meetings et surtout l'engouement autour du contentieux post-électoral ?

On peut constater dans le cadre de la préparation de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018, un fort regain d'intérêt de la part des masses populaires pour la chose politique. Cette forte mobilisation se justifierait dans un premier temps par la mise en place des institutions à l'instar du Conseil Constitutionnel. Cette volonté politique manifeste traduit une avancée significative dans le processus de maturation de la démocratie camerounaise qui a été à un moment donné taxée de tous les noms d'oiseaux de mauvais augure, allant de la démocratie emballée au milieu des années 1990 à la démocratie assistée aujourd'hui. Malgré l'intensité des blessures et des chocs reçus, elle a survécu. En dehors de la mise en place progressive des institutions, l'effervescence constatée répond aussi à la loi de la nature qui a horreur du vide. Les jeunes se sont insurgés contre la monopolisation de la vie politique par des leaders qui n'ont pas eu l'intelligence de renouveler leur discours, encore moins le personnel politique de leurs organisations. Il y a donc eu comme une sorte de rébellion technique multifonctionnelle contre non seulement le parti au pouvoir et ses alliés, mais aussi contre une certaine opposition qu'ils s'obstinent à croire complice de leurs maux sociaux. Aidés en cela par les médias dont le rôle aura été déterminant dans l'accompagnement des nouvelles offres politiques. Outre les meetings qui ont aussi été d'intéressantes plateformes d'exposition des candidats, le professionnalisme des médias doit être salué. Ils ont été déterminants dans la réconciliation du peuple camerounais avec la politique par le biais d'un formidable travail d'intermédiation. La diffusion en direct des audiences devant la plus grande juridiction en matière de contentieux électoral a mobilisé des millions de téléspectateurs à travers le monde. La très haute qualité technique des débats entre les parties intéressées est à capitaliser pour un meilleur positionnement en termes de nation branding du point de vue de la gouvernance institutionnelle. Les échanges certes houleux par moment ont produit la constitution rapide d'une boîte de mots et formules magiques à effet viral, relayés en continu sur les réseaux sociaux : "irrecevable", "non fondé", etc. Si les prononcés du Conseil constitutionnel qui sont juridiquement irrévocables sont respectés dans la rue par tous, la démocratie camerounaise sera cotée en bourse pour de longs moments ici et ailleurs. L'épaisseur technique et sociale des nouveaux héritiers de l'opposition en dépend. Tout le monde peut être gagnant dans cette affaire, y compris les analystes politiques que nous sommes.

### En 2019, le Cameroun organise les législatives et municipales. Comment entrevoiez-vous ces élections ?

Le comportement politique post-électoral des leaders des partis politiques qui sortiront gagnants de la présidentielle du 7 octobre en termes de score et de classement va déterminer l'engouement et la mobilisation de la clientèle politique pour les élections municipales et législatives de 2019. Toute faute commise comme débordement d'égoïsme lié à la présidentielle se paiera cash. La réserve et la déception de bon nombre de ceux qui ont suivi l'opposition se captent clairement sur les réseaux sociaux depuis le durcissement de ton affiché par le candidat du Mrc le 8 octobre dernier. Le Mrc, Univers, le SDF et les autres doivent confirmer en améliorant leur positionnement sur le terrain face à un Rdpc rompu aux stratégies marketing de proximité électorale. La sécurisation des votes dans ce parti s'est faite dans le cadre de la présidentielle par un suivi personnalisé de leur portefeuille d'électeurs.

## Hommage

## Des musiciens ressuscitent Zanzibar

Une soirée dansante a été organisée samedi dernier pour faire revivre cette icône de la musique camerounaise décédée le 22 octobre 1988.



Par Vanessa Bassale

Aujourd'hui 22 octobre, cela fait exactement 30 ans que Zanzibar a rangé sa guitare. Décédé le 22 octobre 1988, l'artiste musicien reste pourtant dans les mémoires de ceux qui l'ont connu. Avant le 20 octobre dernier, plusieurs Yaoundéens ignoraient l'existence du cabaret « *Ewolo Nnam* ». Pourtant, samedi dernier, ils étaient plus d'une centaine à faire le déplacement pour cet espace culturel où était organisé un spectacle à l'honneur de cet immortel. À peine descendus du véhicule au quartier Tongolo à Yaoundé, les mélomanes sont séduits par les mélodies que distille l'orchestre en place. Il est 21h 30, lorsqu'un groupe d'amis arrive. Immédiatement, une serveuse les accoste et les conduit à une table. Pendant ce temps, des passionnés de musique, arrivés plus tôt, sont déjà en train de vider leur énième bouteille de bière.

Autour des tables, l'on discute. Dans les échanges des uns et des autres, un nom revient : Zanzibar. Pour ses fans toujours très nombreux, ce membre du célèbre groupe « *Les têtes brûlées* » est l'un des piliers de la musique camerounaise. De plus, l'artiste qui est décédé à l'âge de 26 ans, était à la fois un chanteur, un danseur et un excellent guitariste. « *Sa maîtrise de la guitare était inouïe. Il pouvait en jouer les yeux fermés. On l'a même vu jouer d'une guitare qu'il tenait sur sa nuque* », raconte admiratif, un spectateur.

Trois décennies après son décès, ses fans et ses proches ont décidé de se réunir pour lui rendre hommage. Pas question de passer la nuit à pleurer. « *Zanzibar aimait faire la fête. Alors, faisons la fête en son honneur* », lance un des organisateurs de la soirée. Sans se faire prier, des grands noms du bikutsi mettent les foules en transe. Après Suzy l'invincible qui donne le la, Ange Ebogo confirme tout le bien que l'on pense de lui. Avec son titre « *Folo Mon* », il fait danser grands et petits. Même Nadège, la fille unique de Zanzibar ne peut s'empêcher d'esquisser quelques pas de danse. Plutôt réservée, la jeune fille qui avait moins de 03 ans lorsque Epeme Theodore à l'état civil rendait l'âme, reste très discrète. Assise dans un coin, elle regarde avec attention, tout ce qui est fait pour rendre hommage à son génie de père. Un père dont les circonstances de la mort restent un véritable mystère, même pour les membres de sa famille. « *Je sais que mon oncle est mort d'une mort naturelle. Je n'ai jamais prêté attention à ce que les gens racontent* », confie Epeme Theodore Magloire, neveu du célèbre guitariste et organisateur de la soirée d'hommage.

## Un décès mystérieux

Si dans cette famille l'on refuse d'en parler, dans la foule, certains pensent qu'il aurait été empoisonné. D'autres disent qu'il serait mort d'une overdose de stupéfiants. « *Personne n'ignore que l'artiste prenait de la drogue. Si vous en doutez, je vous conseille de lire le livre qui a été écrit sur sa personne* », propose un vieillard que l'on présente comme étant l'un des amis du défunt.

Des recherches sur la toile permettent de constater qu'en 2013, a été publié aux éditions Ifrikiya, l'ouvrage intitulé « *Zanzibar et les Têtes Brûlées : la passion bikutsi* ». Écrit par Joseph Fumtina et Anne Cillon Perri, le livre biographique revient sur la vie et la mort de cette légende du bikutsi. Cependant, même dans ce livre, l'on ne retrouve rien



Zanzibar fait encore danser.



La couverture du livre « *Zanzibar et les têtes Brûlées* ».

de précis sur les dernières heures de celui qui s'est lancé dans la musique à l'âge de 14 ans. Ses premiers pas, il les fait avec le groupe Danys Boys d'Okola. On retrouve aussi



L'artiste de son vivant (1928-1988).

les traces de son passage dans de nombreux autres groupes parmi lesquels Mama Ohandja, Confiance Jazz, les Supers volcans de la capitale et l'Ozima succès d'Ange Ebogo. Cependant, ce n'est que lorsqu'il devient membre du groupe « *Les Têtes brûlées* » que sa carrière prend de l'envol. De ce groupe célèbre connu pour ses tenues excentriques, les crânes à moitié rasés et la peinture blanche qu'ils étalaient sur leur corps, sortira le titre « *Essingan* », l'un des plus grands classiques de la musique camerounaise et internationale. En 1988, le groupe fait une tournée mondiale. La réalisatrice française, Claire Denis, en profite pour tourner le film « *Man No Run* ».

Avec le succès de plus en plus grandissant de son enfant, sa maman qui voyait d'un mauvais œil le fait que son fils fasse de la musique, fut bien obligée de le laisser poursuivre son rêve. Un rêve qui lui aurait permis de vivre et de mettre ses proches à l'abri du besoin pendant de longues années. « *Après le décès de Zanzibar, c'est sa mère qui a continué à percevoir ses droits d'auteur. Lorsqu'elle est décédée, nous n'avons plus rien perçu* », renseigne le neveu de l'artiste qui se fait appeler Zanzibar Junior. En effet, en plus de porter le patronyme de l'artiste, son neveu a aussi emprunté son nom d'artiste. Selon lui, son oncle au travers de ses œuvres, lui aurait transmis la passion du bikutsi. Une passion que partage aussi Irène la source, la sœur cadette de Zanzibar qui en 2010, a mis sur le marché son premier album intitulé « *Hommage à Zanzibar* ». Ledit album est une reprise de plusieurs titres à succès de son frère aîné. Plus récemment, c'est le jeune Tenor qui dans son titre « *Alain Parfait* », a rendu un hommage à ce ressortissent d'Okola, dans le département de la Lekie, région du Centre. Preuve que même 30 ans après sa mort, l'artiste continue de vivre au travers de ses œuvres. Zanzibar est mort, vive Zanzibar !

## Fecafoot

## Camus Mimb nommé coordonnateur des Team Press

La décision signée par le président du Comité de normalisation a été rendue publique vendredi 19 octobre dernier.

 Par Dimitri Mebenga

Après quelques semaines de la fin du mandat du Comité de normalisation de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) qui doit en principe prendre fin courant mois de décembre prochain, le patron de cet organe de gestion provisoire, Dieudonné Hapi a signé en date du 19 octobre dernier, une décision dont l'article 1 dispose : « monsieur Mimb Hiol Martin est nommé coordonnateur des Team Press Officers au sein du département communication de la Fecafoot ».

Cette nouvelle fonction se chargera entre autres « de coordonner en relation avec le chef de département de la communication et la coordination des équipes nationales, l'organisation et la facilitation des relations presses et la communication. Il est également chargé de la supervision de tous les Team Press Officers de toutes les sélections nationales », précise l'article 2 de l'acte de nomination.

Cette annonce est plutôt bien accueillie dans les milieux du sport au regard de l'étoffe professionnelle du promu comme le laisse entendre Thierry Ndoh, chroniqueur de sport, « mieux vaut tard que jamais, on va dire que même si c'est pas à cette place qu'on l'avait pressenti, au regard de la situation il y a un ou deux mois, il était plutôt annoncé



comme Team Press Officer de la sélection fanion, et il se retrouve désormais à la coordination de tous les Team Press

sachant déjà que ces derniers ont été mis de côté, c'est la Fecafoot qui va désormais gérer ces fonctions. Sur un plan personnel, je suis satisfait, mais j'estime qu'on aurait dû le nommer à la direction du département communication ou alors Team Press Officer de l'équipe nationale senior ».

Ce poste de coordonnateur des Team Press des équipes nationales répond à la logique d'une restructuration du personnel de la Fecafoot engagée par le Comité de normalisation comme l'explique Yannick Kenne, reporter sportif à La Nouvelle Expression, « chacune de ces sélections doit disposer d'une équipe de communication puisque c'est contenu dans le décret du 26 septembre 2014 réorganisant les équipes nationales de football. Si on va sur le postulat qu'on peut avoir 03 ou 04 personnes par équipe, parmi lesquelles, le Team Press Officer, un photographe, un cameraman et un Community Manager en faisant le calcul, on se retrouve avec 44 personnes pour les onze sélections. C'est ce qui se fait partout dans le monde. Donc vous conviendrez avec moi qu'il faut lui adjoindre d'autres collaborateurs dans cette mission... Cette nomination répond à un besoin précis ». Il ne reste plus qu'à espérer que chacun joue véritablement son rôle pour éviter les conflits de compétence.

## U17

## Les Lionnes sont au Brésil

L'équipe nationale de football de la catégorie va y séjourner pendant 03 semaines avant le début de la Coupe du monde.

 Par Dimitri Mebenga

Logée dans le groupe C avec l'Allemagne, la Corée du nord et les USA, l'équipe nationale de football féminin U17 va entamer dès ce jour au Brésil, la dernière ligne droite de préparation de la coupe du monde qui débute le 13 novembre prochain en Uruguay.

Les jeunes Lionnes ont quitté le Cameroun ce dimanche 21 octobre, question d'avoir une période d'acclimatation qui s'étend sur trois semaines avant de descendre dans l'arène. Quelques heures avant leur départ, elles ont eu droit à la traditionnelle cérémonie d'au revoir présidée par le ministre des Sports et de l'Education physique, Bidoung Mkpatt. Le membre du gouvernement en a profité pour encourager ces ambassadeurs de l'étendard camerounais à faire une prestation honorable dans un esprit de patriotisme tout au long de la compétition.

Dénise Ambomo, vice-présidente du Comité de normalisation qu'accompagnaient ses deux autres collègues (Oumarou et Bellet Edimo) a également invité les joueuses à donner le meilleur d'elles mêmes pour faire mieux qu'en Jordanie en 2016 où elles étaient sorties au premier tour. Viviane Mefiré, capitaine, sous un ton optimiste s'exprime, « Nous avons entamé notre voyage pour le Brésil très tôt ce matin ( 21 octobre ndlr) partant de Yaoundé, nous sommes actuellement à Douala, l'esprit est au beau fixe, le groupe est solidaire, nous sommes confiantes, on a juste hâte d'arriver au Brésil pour continuer à peaufiner notre stratégie pour être



Les Lionnes à l'aéroport .

prêtes pour le début du mondial. Nous sommes sereines, nous avons confiance en nous et nous souhaitons que tout se passe dans les meilleures conditions ».

Même son de cloche chez l'entraîneur Stéphane Ndzana « l'équipe est dans un bon état d'esprit, vous avez bien vu

## Liste des 23 retenues pour le stage

- 1- Marina Ngo-Esse (Louves Minproff)
- 2- Christmilienne Onomo Etaba ( As Patriote)
- 3- Farelle Nelly Karis (Eclair de Sa'a)
- 4- Florence Fanta (Louves Minproff)
- 5- Fabiola Maffo Sehe (Eclair de Sa'a)
- 6- Natacha Elam Ekosso (Eclair de Sa'a)
- 7- Nina Nke Nke (Amazonie Fap)
- 8- Henriette Monkam Kameni (Amazonie Fap)
- 9- Michelle Moumazim Pumbo (Eding de Yaoundé)
- 10- Moussa Zouwairatou (Vent du Nord)
- 11- Claudia Voula Nia Dabda (As Diamaré)
- 12- Viviane Mefiré Peka (Eding de Yaoundé)
- 13- Diane Sindje Tchanko (Amazonie Fap)
- 14- Elyse Ndome Mbella (Caïman Douala)
- 15- Aretouyap Fadimatou Kome (Lékié d'Obala)
- 16- Marie Nga Manga (Amazonie Fap)
- 17- Thienny Nkoumou (Charité de Bandjoun)
- 18- Jennifer Aboudi Assongna (Eclair de Sa'a)
- 19- Alice Kameni Djientcheu (Louves Minproff)
- 20- Ebike Tabe Brenda (Lékié d'Obala)
- 21- Berthe Renette Abega Be Ngono (Eclair de Sa'a)
- 22- Xaverie Tsogo Eteme (Social du Mbam)
- 23- Vanessa Kalieu Mougoué (Awa de Yaoundé)

l'ambiance, les filles savent qu'elles ont confiance en elles-mêmes et qu'il faut ramener les victoires. Le moral des enfants est au beau fixe, nous avons eu beaucoup d'appréciations et le ministre nous a dit combien de fois il attendait de nous, pour cela, nous voulons frapper un grand coup. Nous avons des matches amicaux à jouer pour pouvoir tester ce que nous faisons, nous avons le temps pour finir notre travail ». Elles sont 23 à avoir effectué le voyage, 21 seront retenues et 02 devront plier bagages à l'issue du stage avant l'envol du groupe pour l'Uruguay.

# Vis une fin d'année délirante



**Orange Comedy Club**

En avant-première et en exclusivité tous les lundis  
sur [video.orange.cm](http://video.orange.cm) et sur Canal2 international  
tous les vendredis dès 21H.

[www.orange.cm](http://www.orange.cm) [www.facebook.com/orangecomediun](https://www.facebook.com/orangecomediun) [Orange\\_Cameroun](https://twitter.com/Orange_Cameroun) [My Orange](#)

Vous rapprocher  
de l'essentiel

